

VILLE DE SAUVETERRE DE GUYENNE

Place de la République

33540 – Sauveterre de Guyenne

Tél.05.56.71.50.43 – Fax 05.56.71.59.39

Courriel : sauveterre.mairie@wanadoo.fr



MARCHE D'ASSURANCE
RISQUES STATUTAIRES

ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Article 1 : Objet de la Consultation

La Ville de Sauveterre de Guyenne, représentée par Yves d'Amécourt, Maire, procède à une consultation en vue de souscrire son contrat d'assurance, garantissant tout ou partie des risques financiers liés à la protection sociale statutaire de son personnel titulaire et non titulaire, en application des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, du décret 60-58 du 11 janvier 1960, pour les agents affiliés à la CNRACL, du décret n°91-298 du 20 mars 1991 et du décret n°88-145 du 15 février 1988.

Article 2 : Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics

Article 3 : La garantie

La Collectivité souscrit pour son compte. Seront assurés par le titulaire du marché les risques statutaires suivants pour les agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL et les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL du fait de leur temps de travail inférieur à 28h par semaine :

- Maladie ordinaire avec franchise de 10 jours
- Maternité, paternité, adoption
- Décès quelle qu'en soit la cause
- Longue maladie et/ou maladie de longue durée, affections graves
- Accident du travail ou maladies imputables au service sans franchise
- Incapacité temporaire par suite de Maladie ou d'Accident non imputable au service
- Invalidité non imputable au service

La base de l'assurance constitue pendant toute la durée du contrat l'assiette des cotisations et des prestations.

Offre de base :

La garantie comprend le traitement indiciaire brut annuel soumis à retenues pour pension majoré de la bonification indiciaire et supplément familial. La durée de la franchise est de 10 jours.

Option 1

La garantie comprend le traitement indiciaire brut annuel soumis à retenues pour pension majoré de la bonification indiciaire, supplément familial ainsi que toutes les charges patronales dans la limite des charges dont est redevable la collectivité contractante. La durée de la franchise est de 10 jours.

Variantes : Les garanties ci-dessus devront constituer la proposition de base. Toutefois, s'il apparaissait, au vu des éléments à considérer, qu'une proposition de couverture différente soit plus adaptée, celle-ci pourra faire l'objet, en complément, d'une variante.

(Voir liste du personnel)

Article 4 : Etendue de la garantie

Les garanties du présent contrat s'appliqueront aux sinistres survenant sur le territoire national pour les agents effectuant des missions, des études ou des stages, pour autant que la durée du séjour n'excède pas trois mois.

Article 5 : Gestion en capitalisation

Les garanties du contrat s'appliqueront dans le temps en fonction du mode de gestion de la capitalisation. Ainsi en cas de résiliation (ou de suspension) du contrat ou de la garantie, le remboursement des prestations en nature, et en espèces, incluant les revalorisations de traitement, en cours à la date de résiliation (ou de suspension) sera maintenu, dans la limite des droits ouverts par le type de congé dans lequel l'agent est placé au jour de la résiliation (ou de la suspension), et au plus tard jusqu'à la date de reprise du travail ou de la date de mise à la retraite.

Article 6 : Rechutes

Par rechutes, il faut entendre l'aggravation de l'état de santé de l'agent, subite ou naturelle, lié à une affection précédente et sans intervention d'une cause extérieure. Dans ce contexte, l'agent peut avoir besoin d'un traitement médical avec ou sans arrêt de travail.

Article 7 : Exclusions

Il n'y aura pas d'assurance lorsque :

- Le représentant de la collectivité a causé intentionnellement le dommage,
- Le dommage est occasionné par la guerre étrangère ou civile, les émeutes et mouvements populaires (y compris les actes de terrorisme et de sabotage, si la Collectivité y a pris une part active) conformément à l'article L121-8 du Code des Assurances. Il appartient à la collectivité de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère et à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile, d'émeutes ou de mouvements populaires.

Toutefois sont garantis les congés accordés en application de l'article 43 de la loi du 9 janvier 1986 (infirmité de guerre).

Le dommage est causé ou aggravé :

- Par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome
- Par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants engageant la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

En revanche sont garantis les dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée par le personnel garanti dans le cadre de son activité professionnelle.

- Le dommage est consécutif à l'usage de drogues ou de stupéfiant non prescrits médicalement.
- La garantie accident imputable au service n'est pas accordée en cas d'alcoolémie, lorsque le taux d'alcool dans le sang constaté dans le cadre de l'accident de la circulation est égal ou supérieur au taux limite d'interdiction de conduire prévu par la réglementation en vigueur.
- La garantie maladie imputable au service n'est pas accordée si la maladie est liée à l'inhalation de poussière d'amiante

Article 8 : Sinistres

Pour permettre le paiement par l'assureur des prestations prévues au contrat, la collectivité respectera les dispositions suivantes :

- En l'absence d'arrêt de travail : La collectivité sera dispensée de toute déclaration de sinistre tant qu'elle n'a pas à solliciter le remboursement de frais d'ordre médical.
- En cas d'arrêt de travail : En cas d'arrêt imputable au service, la collectivité aura un délai de 10 jours à partir du moment où elle a connaissance de l'arrêt, pour déclarer le sinistre à son assureur. En cas d'arrêt non imputable au service, la collectivité aura un délai de 20 jours pour déclarer le sinistre.

Article 9 : Durée

Les offres sont faites pour une durée ferme de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2014, l'échéance principale étant fixée au 1^{er} janvier.

Le contrat ne comportera pas de clause de tacite reconduction

Le souscripteur aura la possibilité de résilier le contrat :

- A chaque échéance, moyennant envoi aux assureurs d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 2 mois
- A toute date entre deux échéances pour non respect par les assureurs ou les intermédiaires d'assurances de leurs engagements contractuels respectifs, la date de résiliation étant fixée au plus tôt 2 mois après l'envoi aux assureurs d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'engagement non respecté provoquant la demande de résiliation

Les assureurs auront la possibilité de résilier le contrat :

- A chaque échéance, dans le seul cas où le rapport entre le montant total des primes échues et le montant total des sinistres effectivement payés par les assureurs et non susceptibles de recours serait supérieur à 150%. Moyennant envoi au souscripteur d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 6 mois, précisant les éléments sur lesquels la décision de résilier a été prise.
- A toute date entre deux échéances, en cas de non paiement par le souscripteur des primes échues, la date de résiliation étant fixée au plus tôt 4 mois après l'envoi au souscripteur d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant la (les) prime(s) concerné(es), pour autant que celle(s)-ci correspondent aux dispositions contractuelles acceptées.

Toutes les autres clauses de reconduction ou de résiliation sont considérées comme nulles et non avenues.

Article 10 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 11 : Dépôt des offres

Les documents seront envoyés sous enveloppe cachetée portant la mention suivante :

« Procédure adaptée : Assurance Statutaires »

La date limite de réception de la consultation est fixée au 30 novembre 2011 – 17H00. Elles devront être adressées à la Mairie de Sauveterre de Guyenne, à l'attention de Madame Florence MOUTE

Article 12 : Critères de sélections des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse (candidat le mieux disant) sera retenue en fonction des critères pondérés fixés ci-après :

Le choix sera noté sur un total de 100 points.

1/ Pérennité de l'offre et Valeur technique de l'offre : pondération : 60%

Appréciée à partir de :

- Taux globale de couverture des sinistres : 25%
- Délai de carence : 15%
- Clarté du contrat : 10%
- Facilité des procédures d'indemnisation : 10%

2/ Prix de l'offre : pondération 40

Article 13 : Attribution du marché

Le candidat retenu recevra, sous pli recommandé avec accusé de réception, une lettre de notification, ainsi qu'une copie de la délibération de l'assemblée autorisant le Maire à signer le marché.

Le candidat retenu devra impérativement remettre à la collectivité une note de couverture non limitée dans le temps dans les 8 jours qui suivent la notification du marché.